LES SMART SYSTÈMES EN BÉTON

ÉCONOMIE ET GESTION

2019

Institut i+C Institut d'Informations et de Conjonctures Professionnelles

FÉDÉRATION DE L'INDUSTRIE DU BÉTON

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Économie & Gestion 2019, FIB / Institut I+C

MARCHÉ TOTAL DES PRODUITS EN BÉTON

Le marché total des produits en béton est constitué des données "produits" enquêtées, **extrapolées,** au prorata de la représentativité de chaque produit.
Le périmètre "marché total" s'applique sur les sous-parties :

- Données générales (2.1)
- Structure des ventes (2.2)

Les informations contenues dans ces sous-parties permettent d'obtenir aussi une évaluation du poids de notre industrie.

MARCHÉ ENQUÊTÉ des produits en béton

Le marché enquêté représente 77 % du marché total pour l'année 2019, soit 2,1 milliards d'euros. Le chiffre d'affaires cumulé des adhérents de la FIB représente 81 % des données collectées, soit 1,7 milliard d'euros.
Les informations contenues dans les sous-parties :

- Évolution des produits en béton (2.3)
- Structure de l'Industrie (2.4)
- Détail des résultats nationaux (2.5)
- Démographie et structure des industries du béton (3) reprennent, quant à elles, les totaux issus des données collectées par l'enquête annuelle.

REPRÉSENTATIVITÉ PAR FAMILLES DE PRODUITS

La colonne "Représentativité en quantité" mentionnée dans les pages 19 et 20 correspond au calcul des données collectées, par familles de produits, en 2019 comparées aux données collectées en 2018 (dernière étude globale de marché), incluant l'évolution du marché 2019 vs 2018.

PRÉCISION SUR LES PRODUITS "PAVÉS"

Dans le "détail des résultats nationaux", la rubrique 6500 "Pavés (hors pavés drainants, pavés à écarteurs et dalles gazon) " - page 20 - reprend le total des données collectées par l'enquête annuelle. Seule une partie des répondants a fourni des résultats selon l'épaisseur (< 6 cm / > 6 cm) dont les données sont reprises dans les sous-rubriques 6510 et 6520, ce qui explique que la somme du détail (6510 + 6520) ne correspond pas à l'ensemble des pavés.

RAPPEL MÉTHODOLOGIQUE

Pour que les résultats affichés reflètent la totalité du marché (2,7 milliards d'euros), les données collectées (2,1 milliards d'euros) ont été réévaluées en appliquant l'évolution constatée chez les répondants aux enquêtes 2019 par rapport à 2018 (+6 %).
Rappelons que le chiffre d'affaires cumulé des adhérents de la FIB représente 81 % des données collectées, soit 1,7 milliard d'euros.

SOMMAIRE

ÉDITORIAL **4**

SYNTHÈSE GÉNÉRALE **6**

1. CONTEXTE ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL **8**

1.1 – CADRAGE MACROÉCONOMIQUE 8

1.2 – MARCHÉ IMMOBILIER RÉSIDENTIEL 10

1.3 – LOCAUX NON RÉSIDENTIELS NEUFS 11

1.4 – TRAVAUX PUBLICS 11

1.5 – SYNTHÈSE 12

2. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE : VENTES DES PRODUITS EN BÉTON **13**

2.1 – DONNÉES GÉNÉRALES 13

2.2 – STRUCTURE DES VENTES 14

2.3 – ÉVOLUTION DES PRODUITS EN BÉTON 15

2.4 – STRUCTURE DE L'INDUSTRIE 16

2.5 – DÉTAILS DES RÉSULTATS NATIONAUX 19

3. DÉMOGRAPHIE ET STRUCTURE DES INDUSTRIES DU BÉTON **21**

3.1 – NOMBRE D'ENTREPRISES, EFFECTIFS, HEURES DE TRAVAIL 21

3.2 – RÉMUNÉRATIONS 22

3.3 – STRUCTURE DES ENTREPRISES RÉPONDANTES 23

ÉDITORIAL
Économie et gestion 2019

Bertrand BEDEL
président de la FIB

Comme chaque année, notre brochure Économie & Gestion dresse l'état de la situation de l'année précédente de notre industrie. L'année 2019 affiche des résultats positifs, mais l'attention de tous les dirigeants d'entreprises se porte sur cette année 2020 et plus encore sur 2021, en raison des évènements exceptionnels survenus dans le monde entier liés à la pandémie de la COVID-19.
Dans les lignes suivantes, nous nous attacherons à tirer les principaux enseignements de l'année 2019 et nous nous projetterons sur l'année en cours et la suivante, avec toutes leurs incertitudes.

Les informations remontées par les répondants à l'enquête annuelle confirment la poursuite de la croissance, en valeur et en volume, pour l'année 2019 par rapport à 2018, respectivement de **+5,8 %, et +4,2 %**. Ces résultats doivent être analysés globalement au regard des niveaux d'activités relevés dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics

Pour le secteur du Bâtiment, l'année 2019 est celle du ralentissement du taux de croissance au regard de l'année précédente, avec une progression de +1,2 % en volume d'activité (source FFB). Rappelons toutefois que les prévisions de l'année 2019 tablaient sur une quasi-stabilité.

Concernant le logement, le nombre de mises en chantier s'élève à 410 300, soit 4 100 de moins (-1,0 %) qu'en 2018. Les mises en chantier de logements individuels sont quasiment restées stables en 2019 (-0,3 %). En revanche, les mises en chantier de logements collectifs ou en résidence ont diminué de -1,4 % par rapport à 2018[1], en raison notamment du décrochage de la commande des bailleurs sociaux.

La situation du secteur du bâtiment en 2019, meilleure que prévue initialement, s'explique par trois facteurs :

1. Un contexte économique porteur, malgré un fléchissement de la croissance économique en passant de 1,7 % à 1,2 %. Le tassement général de la dynamique de l'investissement explique en large partie ce mouvement.
2. Le marché du crédit, dont les taux ont peu remonté, est resté attractif.
3. Les dépenses de consommation des ménages ont amorcé une petite accélération, après la mise en place des mesures "pouvoir d'achat" prises suite à la crise des "gilets jaunes". Le taux de chômage en France s'établit à 8,1 % de la population active, 0,7 point sous son niveau de fin 2018[1].

Dans ce contexte, les produits en béton destinés aux logements individuels et collectifs (blocs et poutrelles/hourdis/tuiles) connaissent des évolutions divergentes : les blocs progressent de +3,7 % en valeur et +3,4 % en volume, alors que les poutrelles sont en retrait -0,9 % en valeur et - 6% en volume.

Concernant le non-résidentiel, 42,2 millions de m² de locaux non résidentiels ont été autorisés à la construction en 2019, en hausse (+7,1 %) par rapport à l'année précédente. Avec 28,4 millions de m², les mises en chantier augmentent (+7,2 %). Les entrepôts ont la plus forte progression (+48,5 %) suivie par celles de l'artisanat (+24,1 %) et de l'hébergement hôtelier (+4,9 %). Le service public ou d'intérêt collectif (-6,0 %) accuse la plus forte baisse suivie par celles du commerce (-3,4 %) et des bureaux (-1,0 %)[2].

[1] *Source : https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publicationweb/254*
[2] *Source : https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publicationweb/253*

Pour le secteur des Travaux Publics, l'année 2019 a connu une activité très soutenue : +11,5 %, comparée à l'année précédente. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène :

- le rattrapage des investissements des collectivités ;
- les fondamentaux financiers des collectivités très sains ;
- l'impact du Grand Paris Express estimé à plus de 2 points ;
- les élections municipales prévues en 2020.

Les produits en béton à destination de ces marchés ont profité globalement de cette conjoncture favorable : citons le segment de la voirie/environnement (+ 6,4 % en valeur, +5,3 % en volume). Les éléments de génie civil et les éléments pour réseaux décollent en raison des grands travaux d'infrastructures : des progressions en valeur et en volume au-delà de +100 % pour les premiers et autour de +30 % pour les seconds. À noter, une nouvelle baisse des tuyaux et produits d'assainissement : -0,6 % en valeur et -5,6 % en volume.

2020 : La COVID-19 surgit…

Alors que les projections réalisées en fin d'année 2019 pour l'année 2020 étaient orientées autour de +1 % pour les secteurs du bâtiment et des travaux publics et que l'activité des deux premiers mois de l'année était prometteuse, survient mi-mars le phénomène inédit de la COVID-19 et le confinement de la population entrainant un quasi arrêt de l'économie mondiale. Tous les moteurs de la croissance sont touchés : consommation, exportations et investissements.

On peut ainsi d'ores et déjà anticiper que l'ordre de grandeur de la baisse du PIB en 2020 pourrait être d'une dizaine de points. Comme le souligne le directeur général de l'INSEE dans une note datée du 8 juillet 2020[3], "cette baisse en moyenne annuelle est bien entendu liée principalement à la chute connue pendant les mois de confinement. Si l'économie n'en sort pas indemne, il est probable qu'elle reviendra dans les mois à venir à un niveau plus proche de celui qui prévalait avant le confinement."

Alors que les Pouvoirs Publics ont adopté dès le mois de mars des mesures pour soutenir l'économie, et en particulier les entreprises, tous les effets de cette crise ne sont pas encore totalement quantifiés : citons l'augmentation du déficit budgétaire, les progressions du taux de chômage et du nombre de défaillances d'entreprise, sans parler du "moral" des français, inquiets par les effets de cette crise et donc peu enclins à consommer et investir.

Dans un tel contexte, les Pouvoirs Publics ont annoncé début septembre un plan de relance pour dynamiser tous les secteurs de l'économie, dont ceux de la construction. Pour le bâtiment, la priorité est donnée à la rénovation énergétique ; en revanche, très peu de mesures concernent le logement neuf. Pour les travaux publics, les acteurs de la commande publique sont tous mobilisés pour débuter les travaux d'infrastructures et d'entretien d'ici la fin d'année, sachant que des collectivités territoriales se sont déjà engagées pour soutenir ce secteur.

Alors que de nombreuses incertitudes quant à la persistance de la COVID-19 en France (et dans le monde) prévalent encore, la FFB et la FNTP ont annoncé des baisses très sensibles d'activité, autour de -15 % pour l'année 2020 ; certains se projettent d'ores et déjà sur l'année 2021 et avancent des évolutions comprises entre +5 % et +10 %, comparées à l'année 2020, à condition bien entendu que la situation sanitaire ne connaisse pas de dégradation. Il est probablement encore trop tôt pour avancer des données chiffrées sur des ordres de grandeur ; les incertitudes étant encore trop élevées.

Néanmoins, cette crise a mis notamment en exergue la nécessité pour un pays de disposer d'un secteur industriel solide et de valoriser les productions locales : deux valeurs caractéristiques que notre fédération, la FIB, et les entreprises de notre secteur promeuvent depuis de nombreuses années.

Plus que jamais dans un tel contexte, les industriels du béton doivent rester à la fois vigilants et agiles. Tous ensemble, nous devons continuer à nous mobiliser pour valoriser les multiples atouts de notre industrie au plus près des territoires et au service de l'écologie industrielle, pour participer pleinement à la relance de notre économie et à la préservation de son tissu industriel.

[3] *Source : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4630804?sommaire=4473296*

SYNTHÈSE GÉNÉRALE

2019 : ACTIVITÉ EN PROGRESSION DE +5,8 % Chiffre d'affaires : 2,75 Mds €

Troisième année consécutive de hausse du chiffre d'affaires de l'Industrie du Béton : +5,8 %. Voici bien longtemps que notre industrie n'avait pas connu une telle série. Pour autant, nous sommes encore bien loin des 3,14 milliards d'euros atteints en 2008.

Cette tendance positive, **en valeur**, est portée principalement par la progression significative des produits en béton à destination des travaux publics : **+10,5 %** (soit 1,05 milliard d'euros), alors que l'augmentation de ceux destinés au bâtiment se limite à **+3 %** (soit 1,7 milliard d'euros). Soulignons quelques progressions en valeur : les blocs en béton +3,7 %, les autres éléments de construction +7 %, les produits pour voirie +6,4 %. Soulignons aussi les performances réalisées par les éléments de génie civil et pour ceux des réseaux avec des évolutions de plus de + 100 % pour les premiers et de +30 % pour les seconds.

Les produits en béton progressent **en volume** de **+4,2 %** sur l'année 2019, portés principalement par le secteur des travaux publics : +5,3 % pour les produits de voirie, +30,2 % pour les éléments de réseaux, et + 100 % pour les éléments de génie civil (effets du Grand Paris et du plan autoroutier). À noter la baisse de près de -6 % pour les tuyaux et produits d'assainissement. Les produits en béton à destination du bâtiment connaissent des évolutions comprises entre -6 % pour les poutrelles/hourdis/tuiles, +0,7 % pour les grands planchers, +3,4 % pour les blocs et +8,2 % pour les autres éléments de construction.

À noter que les résultats de l'Industrie du Béton sont dans les tendances annoncées par la FFB et la FNTP pour l'année 2019 : **+1,2 %** d'activité pour le bâtiment et **+11,5 % en valeur** pour les travaux publics.

Les données 2019 **en volume** des industries proches de notre secteur d'activité sont orientées en légère hausse : pour les granulats +1,2 %, le BPE +0,5 % ; en revanche, les briques de structure sont en baisse de -0,9 %.

2020 : UNE ANNÉE BOULEVERSÉE ET INÉDITE

Chaque fin d'année, les organisations professionnelles établissent leurs prévisions d'activité pour l'année suivante. Mais celles-ci sont devenues très vite caduques avec les effets majeurs liées à la pandémie de la COVID-19. En effet, l'économie mondiale s'est quasiment arrêtée dans le courant du mois de mars et la France n'a pas échappé à ce phénomène : confinement de la population, quasi arrêt de l'activité manufacturière. Les Pouvoirs Publics ont pris des mesures exceptionnelles pour réduire les effets de la crise sanitaire et pour soutenir l'économie en général et les entreprises en particulier.

Alors que les deux premiers mois de l'année 2020 étaient bien orientées avec des évolutions pour les produits en béton autour de +5 %, le cataclysme économique lié à la crise sanitaire a entrainé des baisses, rarement connues à ce jour pour les mois de mars et d'avril (autour de -35 % pour les produits en béton destinés au bâtiment, et au-delà de -50 % pour ceux destinés aux travaux publics). Citons quelques données pour montrer l'étendue du choc pour le secteur du BTP :

- les autorisations de construire ont enregistré une baisse de -40 %[4] ;
- la promotion immobilière marque le pas en concédant des niveaux historiquement bas pour les mises en vente (au plus bas depuis le 2ème trimestre 2009) et les logements disponibles à la vente (depuis le 1er trimestre 2013)[5] ;
- le nombre d'appels d'offres publiés a été d'environ 5 700, soit une baisse de 57 % par rapport à la même période en 2019. Les appels d'offres des communes, les plus nombreux, sont également ceux qui ont subi le plus fort repli (-68 %), à mettre en parallèle avec les EPCI (-55 %), les syndicats intercommunaux (-54 %) et les conseils départementaux (-41 %)[6] .

La reprise des chantiers du BTP s'est effectuée très progressivement à partir du mois de mai. Depuis juin, on assiste à un phénomène de rattrapage, bénéficiant à l'ensemble de la chaîne des acteurs de la construction.

[4] *Source : SDES, Sit@del2, en date réelle estimée*
[5] *Source : ECLN –Sit@del2*
[6] *Source : FNTP / Vecteur PLUS*

Ces indicateurs reflètent donc surtout les deux premiers temps de la crise, d'origine purement sanitaire, avec une contraction soudaine et inédite de l'économie liée au confinement général de la population, suivie d'un rebond, en partie mécanique avec le déconfinement, mais dont la vitesse et l'ampleur n'allaient initialement pas de soi. Comme le souligne Olivier PASSET, directeur des Etudes de Xerfi, "*l'économie vit un rebond technique, mais il est encore trop tôt pour parler de reprise*". Si la consommation des ménages – dont les revenus ont jusqu'ici été relativement préservés dans l'ensemble – s'est très rapidement redressée, son dynamisme au cours des prochains mois n'est pas complètement assuré et l'inquiétude persiste et se traduit par un montant d'épargne des ménages de mars à fin juin de 75 milliards d'euros (55 milliards d'euros durant les 8 semaines de confinement et 20 milliards supplémentaires du début du déconfinement à fin juin).

Dans ce contexte si perturbé et encore bien incertain, la FFB a annoncée le 9 septembre dernier une prévision de baisse de l'ordre de -15 %. Dans son bulletin de conjoncture économique publié début août, la FNTP évoque une perte globale d'activité sur l'année de l'ordre de -15 % à -20 %. L'UNICEM avance des baisses en volumes pour les activités de granulats et de béton prêt à l'emploi autour de -15 % pour l'année. Au regard de ces données, il est évident que la filière de la construction connaitra en 2020 une contraction très significative de son activité et l'Industrie du Béton sera très probablement en ligne avec les données issues des acteurs amont et aval du secteur du BTP.

2021 : L'ANNEE DE TOUS LES DANGERS… ET DES ESPOIRS

L'année 2021 se prépare maintenant, au regard notamment des mesures qui ont été annoncées par les Pouvoirs Publics début septembre dans le cadre du plan de relance, dont la majorité des mesures en faveur du secteur du BTP est orientée vers l'accélération de la transition écologique. On peut aussi se réjouir de l'accord européen du 21 juillet 2020 portant sur les 750 milliards d'euros sur 3 ans ; la France bénéficiant d'environ 40 milliards d'euros.

Mais, il existe encore de nombreuses inconnues liées notamment à la persistance et à la recrudescence des cas de COVID-19 dans la population et des mesures sanitaires qui pourraient être décidées par le Gouvernement.

Certains réalisent des projections sur l'année 2021 pour les principaux secteurs d'activités dont la construction. Les projections réalisées par les instituts de conjoncture témoignent de signes positifs de reprises pour 2021 ; seuls les ordres de grandeurs divergent parfois. En revanche, il est quasiment acquis que le secteur de la construction ne retrouvera pas les niveaux atteints en 2019.

1. CONTEXTE ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL

1.1 Cadrage macroéconomique

L'ÉCONOMIE MONDIALE

Après avoir affecté en premier lieu l'économie chinoise en début d'année 2020, l'épidémie de la COVID-19 - qui s'est rapidement propagée dans le monde au cours du 1er trimestre - a progressivement paralysé l'économie mondiale et les échanges internationaux. Compte tenu du caractère tout à fait "inédit" de cette crise sanitaire et de ses conséquences sur l'offre (production, échanges), le scénario présenté pour 2020 et 2021 ici constitue une version médiane de plusieurs alternatives avec un retour plus ou moins rapide à la "normale". Dans le cas présent, les hypothèses d'une atténuation progressive de la pandémie fin 2020 et l'absence de nouveaux épisodes de confinement massif des populations sont privilégiées.

En phase de ralentissement depuis plusieurs années, la dynamique de la production mondiale et des échanges est stoppée en 2020 sur fond de tensions commerciales Chine-USA. Le PIB et le commerce mondial subissent des baisses jamais égalées depuis ces 50 dernières années (de l'ordre respectivement de -5 % et de -12 %).

Si tous les pays sont globalement touchés par cette crise sanitaire, ce sont majoritairement les pays industrialisés qui accusent les plus fortes pertes d'activité. Compte tenu des importants moyens financiers mis en œuvre par les états et les banques centrales pour faire face aux conséquences économiques, un rebond du PIB mondial n'est attendu qu'à l'horizon 2021, avant une probable confirmation de cette orientation en 2022. Au total, ce ne seront pas moins de deux années de croissance économique qui seront vraisemblablement perdues.

Les conséquences de la crise sanitaire sur les différents marchés internationaux (matières premières, bourses, etc,...) ont été quasi-immédiates. Ainsi, les prix du pétrole ont très rapidement plongé pour atteindre des valeurs proches de 20$ le baril. Face à la chute de la demande mondiale et à la forte poussée des stocks qui s'en est suivie, les pays de l'OPEP tentent actuellement de faire des "coupes" dans leur production afin de d'éviter une chute trop importante des cours. Si une remontée des prix semble envisageable à moyen terme, cette dernière devrait s'effectuer de manière lente et progressive vers la barre des 45-50$ le baril.

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

L'économie française n'échappe pas à la crise sanitaire dès le printemps 2020. Avec une chute de la croissance du PIB attendue pour 2020 autour de -10 %, ce choc est le plus marqué depuis l'après-guerre, un repli sans commune mesure avec celui de la crise financière de 2009 (-2,8% en monnaie constante). Tous les secteurs et tous les moteurs de la croissance sont touchés (consommation, exportations, investissements) avec des conséquences à la fois immédiates puis décalées sur le marché de l'emploi (fort redressement du chômage). En dépit d'une probable reprise "technique" en 2021, l'investissement sera l'un des grands perdants de ce choc car les entreprises comme les ménages réduiront d'autant plus leurs budgets d'équipement et de construction que leur situation financière se trouvera dégradée.

Entrée en phase de ralentissement depuis 2018, l'économie française est touchée de plein fouet par la crise sanitaire de la COVID-19 en 2020. À la suite du confinement du premier trimestre 2020, ce sont tous les moteurs de la croissance (consommation des ménages, investissement, exportations) qui se sont grippés et qui devraient enregistrer des baisses à deux chiffres. Une chute historique de la croissance, de l'ordre de -10 % est donc prévisible pour 2020. Cette projection repose sur l'hypothèse que la COVID-19 continuerait de circuler au second semestre 2020 en France, mais que le pays s'en adapterait progressivement. L'ampleur du redressement

Tableau n° 1 : L'environnement économique mondial (*)

	2018	2019	Est. 2020	Prév. 2021
PIB mondial	**+3,6 %**	**+2,9 %**	**-5,0 %**	**+5,4 %**
Commerce mondial	**+3,8 %**	**+0,9 %**	**-12,0 %**	**+8,0 %**
PIB USA	**+2,9 %**	**+2,3 %**	**-8,0%**	**+4,5 %**
PIB Chine	**+6,7 %**	**+6,1 %**	**+1,0 %**	**+8,2 %**
PIB Zone Euro	**+1,9 %**	**+1,3 %**	**-10,2 %**	**+6,5 %**
Prix du pétrole BRENT ($/baril)	**71**	**64**	**43**	**48**

** Taux de croissance annuel en euros constants - Estimation et prévision source FMI*

attendu pour 2021 dépendra en outre de l'efficacité des nouvelles mesures du projet de Loi de Finances présentées à la mi-juin (Plan de relance).

Le rattrapage des activités "perdues" risque donc d'être "étalé" dans le temps, en particulier pour les secteurs industriels et pour certaines activités de services. L'impact le plus néfaste de la crise sera certainement celui opéré sur le marché de l'emploi. Après avoir été amortie par le dispositif du chômage partiel, la détérioration du marché du travail sera à la fois instantanée et retardée, mais importante. Un pic du taux de chômage autour de 11 % en moyenne annuelle est probable en 2021, avant une décrue à l'horizon 2022. Dans le sillage des cours du pétrole et des matières premières, l'inflation reste contenue sur la période étudiée avec une tendance haussière n'excédant pas 0,5 % en 2020.

Tableau n° 2 : L'environnement économique français

	2018	2019	Est. 2020	Prév. 2021
P.I.B. France *	**+1,8 %**	**+1,5 %**	**-10,5 %**	**+7,0 %**
Production industrielle *	**+0,4 %**	**-0,2 %**	**-13,0 %**	
Emploi salarié (en millions)(1)	**25,24 +1,0 %**	**25,50 +1,0 %**	**24,95 -2,2 %**	
Chômage (en millions)(2)	**3,44 -1,3 %**	**3,46 -2,2 %**	**4,00 +19,0 %**	
Inflation	**+1,9 %**	**+1,1 %**	**+0,3 %**	

** Taux de croissance en euros constants - Estimation et prévision, Source : Institut I+C (estimations/prévisions).- (1) Ensemble des effectifs salariés tous secteurs (privé et public) - (2) Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (i.e. tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)*

LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Encore bien orienté en 2019, l'investissement sera certainement l'un des grands "perdants" de la crise de la COVID-19. En effet, en période de difficultés, les dépenses d'équipement comme celles destinées à la construction ou aux services sont souvent réduites, voire "sacrifiées". Pour les entreprises, l'effondrement du taux d'utilisation des capacités de production ainsi que la nécessité de conserver une trésorerie satisfaisante, jouera à plein en la défaveur de l'investissement. La baisse pourrait donc dépasser les -20 % en 2020 pour les entreprises et chuter de près de -15 % chez les ménages, contraints également par des baisses de revenus et une dégradation massive du climat de confiance. Ainsi, après cette chute très brutale au premier semestre 2020, très largement accentuée par l'arrêt des chantiers issu du confinement, le volume de l'investissement des entreprises se redresserait en 2021, sans pour autant retrouver le niveau d'avant crise. En phase de net ralentissement en 2019, les dépenses des entreprises liées à la construction (nouveaux locaux, extension de surfaces, grosses rénovations…) devraient ainsi souffrir en 2021 des conséquences de la situation dégradée de 2020.

Au niveau des ménages, l'ampleur de la reprise des investissements sera conditionnée en 2021 et 2022 par un retour plus ou moins rapide de la confiance et par l'éventuelle mise en place d'un plan d'aide au secteur du bâtiment par les pouvoirs publics. En ce qui concerne le secteur public, la bonne allure des années 2018-2019 est stoppée par le double effet de la crise sanitaire et du cycle électoral en 2020 et 2021.

Tableau n° 3 : L'investissement des agents économiques

	2018	2019	Est. 2020	Prév. 2021
Nombre de PTZ accordés secteur neuf (milliers)	**66**	**71**	↘	
Taux d'intérêt prêt immo.*	**1,45 %**	**1,26 %**	**1,30 %**	
INVESTISSEMENT (FBCF)				
- Ménages	**+1,5 %**	**+1,8 %**	**-14,0 %**	**+15,0 %**
- Entreprises Non Financières**	**+3,8 %**	**+3,7 %**	**-22,0 %**	**+17,0 %**
- Administrations Publiques	**+3,3 %**	**+7,7 %**	**-17,0 %**	

** Taux débiteur, taux fixe, prêt immobilier, moyenne annuelle - ** il s'agit ici de l'investissement total - Estimation, prévision - Source : Institut I+C*

INDICATEUR FBCF TABLEAU 3

La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur de la comptabilité nationale qui mesure le flux annuel d'investissements, essentiellement matériels, réalisés par les différents agents économiques.

- La FBCF des **ménages** est constituée à 75 % d'achats de logements (neufs ou anciens) et de dépenses de réparations importantes sur le logement.
- La FBCF des **entreprises** est composée d'achats de matériels destinés à la production (machines, véhicules, informatique, …) ainsi que de brevets. La part des dépenses destinées au secteur du BTP est proche de 30 %.
- La FBCF des **administrations publiques** recouvre à près de 80 % les investissements destinés au secteur du BTP.

1.2 Marché immobilier résidentiel

LES VENTES DE LOGEMENTS NEUFS ET ANCIENS

Dans ce contexte assombri par la crise sanitaire et de fait plus restrictif pour les ménages et les investisseurs, les projections de la demande privée de **logements neufs** font apparaître un fort repli des ventes sur tous les segments en 2020, après une période très faste. Le volume des ventes ne retrouvera pas vraisemblablement son niveau de l'avant-crise en 2021 en raison de nombreuses annulations de projets et de la distribution plus restrictive du crédit, en particulier au niveau du **marché des primo-accédants**.
Dans le secteur de **l'ancien**, après une stabilisation à haut niveau en 2018-19 (autour d'un million), le nombre de transactions devrait baisser mécaniquement en 2020 sous l'effet de la crise et de la dégradation de la conjoncture. Une reprise interviendrait ensuite conduisant le niveau des transactions à hauteur d'un million de transactions environ.

En dépit de conditions de financement plus difficiles, les prix immobiliers continueraient à progresser sur la période étudiée, mais **de façon nettement moins marquée** qu'au cours du passé récent en raison du maintien d'une certaine rareté de l'offre et de la faible attractivité des autres placements alternatifs (bourse, …).

Tableau n° 4 : Les marchés immobiliers

	2018	2019	Tendance sur 12 mois à fin juin 2020 **
Transactions Logements Anciens*	**965 0 %**	**1 065 +10,5 %**	**988 -2,0 %**
Ventes Logements Neufs Individuels*	**118 -12,5 %**	**124 +4,5 %**	**107 -11,0 %**
Ventes Logements Neufs Collectifs*	**130 +8,0 %**	**121 -7,0 %**	**102 -15,5 %**

** Nombre en milliers - ** Évolution du cumul des 12 derniers mois. - Sources : Service statistique du Ministère de l'écologie / Markémetron*

LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS

Proche de 410.000 unités en 2019, la construction de logements devrait enregistrer une forte dépression en 2020, avant un rebond attendu en 2021. Une baisse de forte ampleur qui contraste avec le scénario d'"atterrissage en douceur" qui était initialement attendu dans ce compartiment. Sur les 6 premiers mois de l'année 2020, la chute des mises en chantier avoisine les -30 %, soit un repli de près de -13,5 % sur 12 mois cumulés.

Tableau n° 5 : Les logements neufs mis en chantier (DROM inclus)

	2018	2019	Tendance sur 12 mois à fin juin 2020 **
Logements totaux	**413 -3,5 %**	**410 -0,5 %**	**353 -13,5 %**
Individuels	**164 -3,5 %**	**162 -1,0 %**	**138,5 -14,0 %**
Collectifs (y.c Résidences)	**249 -3,5 %**	**248 -0,5 %**	**214,5 -13,0 %**

*Nombre de logements en milliers - * Évolution du cumul des 12 derniers mois. - Source : Service statistique du Ministère de l'écologie*

1.3 Locaux non résidentiels neufs

Le marché des locaux professionnels a connu une période 2018-2019 de reprise avec un rebond marqué des surfaces construites. Cette embellie s'est avérée très hétérogène selon les catégories de bâtiments, avec une reprise centrée sur le segment des bureaux et des bâtiments de stockage. Une tendance renforcée notamment par le retour des investisseurs étrangers sur le marché français. À l'image des logements, les données ici ne représentent qu'un simple potentiel de construction, compte tenu de l'absence d'informations ministérielles, liée à la crise sanitaire.

La reprise économique des années 2017-2019 a provoqué un rebond généralisé de l'investissement des entreprises, accompagné des effets positifs liés au cycle électoral dans le domaine public. La reconstitution des marges des entreprises et le retour des investisseurs étrangers sur le marché français (bureaux, industrie, logistique,…) a également permis une relance de la construction non résidentielle. Sur les deux dernières années écoulées, le volume des surfaces mises en chantier a ainsi progressé de près de 10 %.

À l'image du secteur résidentiel, l'année 2020 marque une rupture dans cette tendance dont les premiers éléments se sont manifestés au second semestre 2019. Au-delà des effets statistiques de rattrapage, le ralentissement de la croissance économique et des investissements ont progressivement impacté cette dynamique du secteur non résidentiel, dominée par le segment des bureaux et celui du stockage.

Tableau n° 6 : Les bâtiments non résidentiels mis en chantier (DROM inclus)

	2018	2019	Tendance sur 12 mois à fin juin 2020**
TOTAL Bat. Non Résident.	**26,52**	**28,45**	**24,65**
dont :	**+2,0 %**	**+7,0 %**	**-8,5 %**
Publics	4,83 +9,5 %	4,55 -6,0 %	4,05 -10,0 %
Privés	21,69 +0,5 %	23,90 +10,0 %	20,60 -8,0 %

*Surface PLANCHER réalisée en millions de m² - ** Évolution du cumul des 12 derniers mois. Source : Service statistique du Ministère de l'écologie*

1.4 Travaux Publics

Dopé par les effets du cycle électoral, de la bonne conjoncture économique et de la montée en charge des grands travaux, le secteur des travaux publics a enregistré une croissance exceptionnellement élevée en 2019 (+11,5 %). Avec la crise sanitaire, les travaux publics connaissent la même trajectoire que la filière bâtiment depuis mars dernier avec un arrêt massif des chantiers. Ainsi, pendant la période de confinement, le nombre d'appels d'offres lancé par les collectivités a chuté de -57 % par rapport à 2019, soit -68 % pour les communes, -55 % pour les EPCI et -41 % pour les départements. Avec la crise de la COVID-19, certaines ressources des collectivités locales (Droits de mutations, TVA,…) vont subir une baisse dès 2020 tandis que d'autres seront perçues avec beaucoup de décalage et auront une répercussion évidente sur les budgets 2021 et 2022.

Tableau n° 7 : Les volumes de travaux réalisés en TP

	2018	2019	Tendance sur 12 mois à fin juin 2020 **
Travaux Publics	**+8,5 %**	**+11,5 %**	**-4,0 %**

*** Évolution du cumul des 12 derniers mois. Source : Service statistique du Ministère de l'écologie*

1.5 Synthèse

L'ensemble de la filière BTP connaîtra une forte dépression en 2020 après une période de forte expansion amorcée depuis 2017, liée au mouvement de reprise de l'investissement. Comme à l'accoutumée, l'amplitude de la crise ainsi que celle du rebond, dépassera les évolutions attendues du PIB, compte tenu de la nature de l'activité centrée sur l'investissement. À l'image d'autres secteurs de l'économie, le rattrapage de l'activité perdue en 2020 risque d'être long et progressif (effet de "traine").

Après trois années consécutives de croissance soutenue, liée à la reprise de l'investissement privé (ménages, entreprises) et public, la dynamique du secteur BTP marque donc un coup d'arrêt avec la crise sanitaire de la COVID-19. Les deux principales composantes de l'activité (bâtiment, TP) ont souffert de nombreuses contraintes comme les difficultés de mobiliser la main-d'œuvre, l'absence de recours au télétravail ou encore les problèmes d'approvisionnement en matériaux. Si l'activité a repris progressivement depuis le déconfinement de mai dernier, le secteur sortira affaibli de la crise puisque le niveau de l'activité ne sera pas rétabli avant probablement les deux prochaines années. En dépit d'une reprise technique des chantiers, dont les premiers effets sont apparus à l'été 2020, le choc économique de 2020 se fera ressentir en 2021 par le biais d'une annulation de travaux. Il est en effet probable que des "pertes en ligne" apparaissent au fil du temps et que certains projets privés ou publics soient tout simplement annulés, faute de ressources financières.

Tableau n° 8 : Synthèse de l'activité CONSTRUCTION
(Volume de travaux réalisés)

	2018	2019	Tendance sur 12 mois à fin juin 2020**
BÂTIMENT	**+3,0 %**	**+2,1 %**	**-8,5 %**
dont :			
Construction Neuve	**+5,0 %**	**+3,0 %**	**-8,2 %**
- Logement	+5,5 %	+2,0 %	-9,0 %
- Non résidentiel	+4,0 %	+4,5 %	-6,5 %
Entretien Amélioration	**+1,0 %**	**+1,3 %**	**-9,0 %**
- Logement	+0,8 %	+1,3 %	-9,3 %
- Non résidentiel	+1,4 %	+1,4 %	-8,0 %
TRAVAUX PUBLICS	**+8,5 %**	**+11,5 %**	**-4,0 %**
Ensemble CONSTRUCTION	**+4,4 %**	**+4,5 %**	**-7,5 %**

Source : Institut I+C
*** Évolution du cumul des 12 derniers mois*

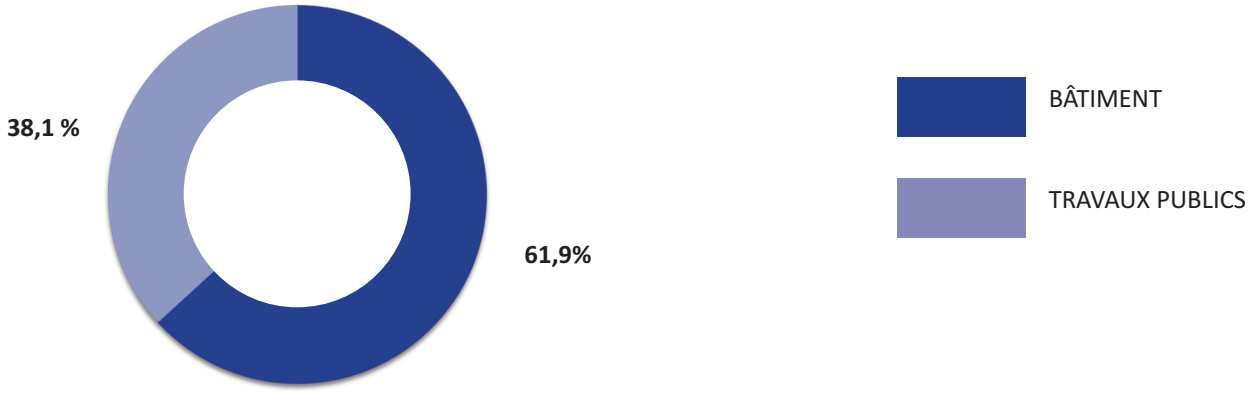
2. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE : VENTES DES PRODUITS EN BÉTON

2.1 Données générales

CHIFFRE D'AFFAIRES 2019 EN MILLIARD D'€ HT DÉPART PRODUITS EN BETON	
2,75 milliards d'€	100 %

BÂTIMENT		TRAVAUX PUBLICS	
1,7 milliard d'€	61,9 %	1,05 milliard d'€	38,1 %

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR TYPE D'OUVRAGES



RAPPEL MÉTHODOLOGIQUE

Pour que les résultats affichés reflètent la totalité du marché (2,7 milliards d'euros), les données collectées (2,1 milliards d'euros) ont été réévaluées en appliquant l'évolution constatée chez les répondants aux enquêtes 2019 par rapport à 2018 (+6 %). À noter que le chiffre d'affaires cumulé des adhérents de la FIB représente 81 % des données collectées, soit 1,7 milliard d'euros.

DONNÉES GÉNÉRALES

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2019/2018 %
CA HT DÉPART USINE (EN k€) (1)(2)	2 608 444	2 566 648	2 420 349	2 287 229	2 367 282	2 485 646	2 597 500	2 748 155	+5,8 %
PRODUCTION VENDUE (EN kt)	22 200	21 276	19 957	18 780	19 099	20 073	20 033	20 874	+4,2 %
EFFECTIF PHYSIQUE TOTAL (3)	18 516	18 035	17 656	17 674	17 321	18 083	17 739	18 768	+5,8 %
NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS	840	822	807	799	771	761	749	738	-1,4 %
PRODUCTIVITÉ									
TONNES / PERSONNELS DE PRODUCTION	1 858	1 843	1 790	1 683	1 750	1 771	1 801	1 772	-1,6 %
TONNES / HEURES TRAVAILLÉES	1,121	1,107	1,073	1,019	1,068	1,097	1,111	1, 103	-0,7 %

(1) Uniquement Produits Fabriqués
(2) En Euros courants
(3) Il comprend l'effectif salarié et le personnel mis à disposition de l'établissement, ramenés à un nombre d'agents employés à temps plein.

2.2 Structure des ventes

	EN TONNAGE VENDU			EN EUROS (COURANTS)		
	STRUCTURE 2018	STRUCTURE 2019	ÉCARTS 2019/2018	STRUCTURE 2018	STRUCTURE 2019	ÉCARTS 2019/2018
PETITS ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION	49,8 %	48,4 %	-1,4	26,1 %	25,1 %	-1,0
GRANDS ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION	19,9 %	19,9 %	0	38,2 %	36,9 %	-1,3
SOUS/TOTAL BÂTIMENT	69,7 %	68,3 %	-1,4	64,3 %	62,0 %	-2,3
PRODUITS DE TP ET D'ENVIRONNEMENT	30,3 %	31,7 %	+1,4	35,7 %	38,0 %	+2,3
TOTAL GÉNÉRAL	**100,0 %**	**100,0 %**	**-**	**100,0 %**	**100,0 %**	**-**

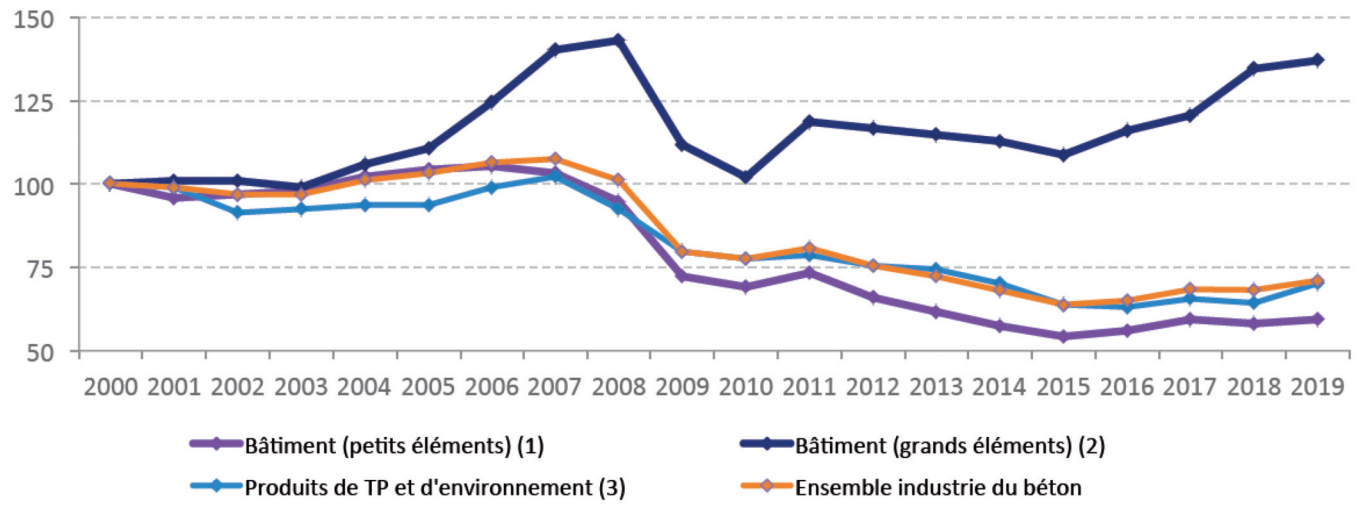
RAPPEL MÉTHODOLOGIQUE

Pour que les résultats affichés reflètent la totalité du marché (2,7 milliards d'euros), les données collectées (2,1 milliards d'euros) ont été réévaluées en appliquant l'évolution constatée chez les répondants aux enquêtes 2019 par rapport à 2018 (+6 %). À noter que le chiffre d'affaires cumulé des adhérents de la FIB représente 81 % des données collectées, soit 1,7 milliard d'euros.

Attention : le différentiel valeur-volume n'indique pas entièrement une inflation des tarifs des produits en béton. En effet, le mix produit est tellement important que d'autres facteurs (matières premières, main d'œuvre, …) entrent en ligne de compte.

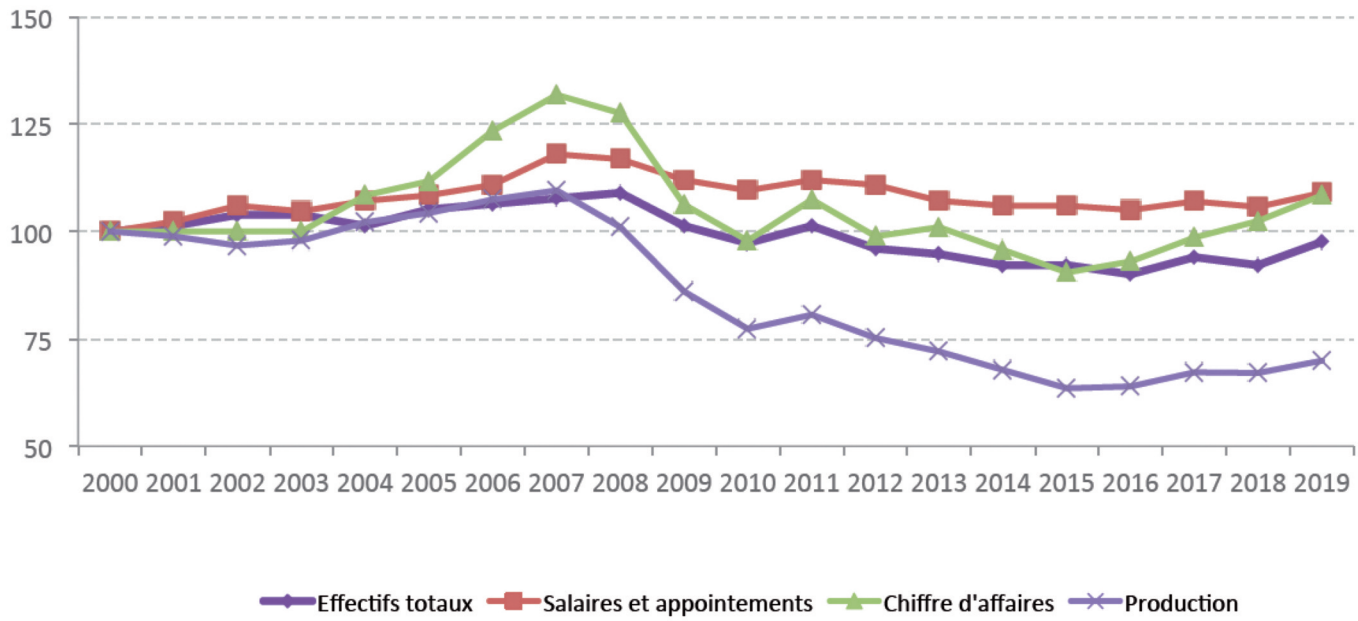
2.3 Évolution des produits en béton

PAR GRANDES CATÉGORIES (EN TONNES)



Indice base 100 en 2000.
(1) Blocs, poutrelles, hourdis, tuiles.
(2) Eléments de structure, grands planchers, éléments de murs, conduits et gaines, éléments de construction légers, divers.
(3) Tuyaux et accessoires, produits pour épuration, produits de voirie, clôtures, réseaux et divers (éléments de stockage, produits d'ornementation et de jardins, monuments et accessoires funéraires, etc).

PRODUITS EN BÉTON



Indice base 100 en 2000.

2.4 Structure de l'Industrie

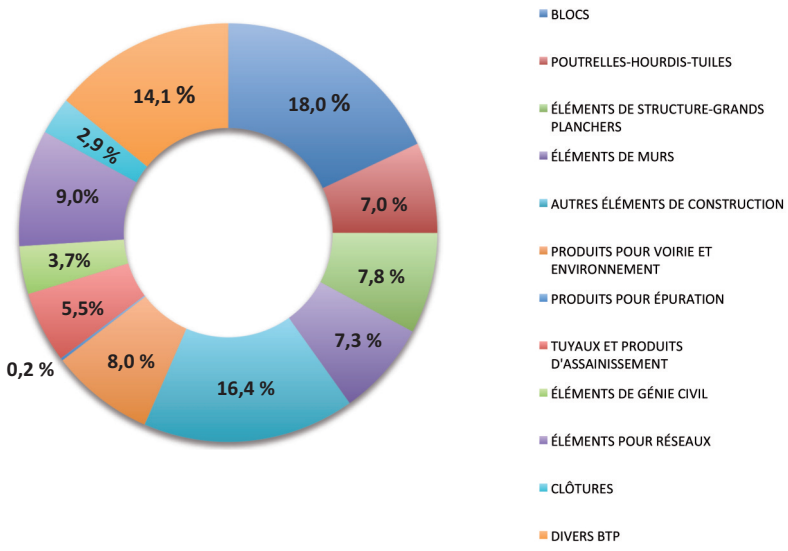
(données évaluées sur la base des réponses de l'enquête 2019)

	CA HT MILLIONS €	VENTES MILLIONS T	ÉVOLUTION 2019/2018 EN CA	ÉVOLUTION 2019/2018 EN TONNAGE
BLOCS	495,2	9,0	+3,7 %	+3,4 %
POUTRELLES-HOURDIS-TUILES	193,7	1,2	-0,9 %	-6,0 %
ÉLÉMENTS DE STRUCTURE - GRANDS PLANCHERS	215,2	1,4	+2,1 %	+0,7 %
ÉLÉMENTS DE MURS*	199,6	0,7	-1,9 %	-2,6 %
AUTRES ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION	450,2	0,8	+7,0 %	+8,2 %
PRODUITS POUR VOIRIE ET ENVIRONNEMENT	219,1	2,3	+6,4 %	+5,3 %
PRODUITS POUR ÉPURATION	6,8	0,03	-16,9 %	-19,4 %
TUYAUX ET PRODUITS D'ASSAINISSEMENT	151,8	1,1	-0,6 %	-5,6 %
ÉLÉMENTS DE GÉNIE CIVIL	102,2	0,4	+100,6 %	+112,7 %
ÉLÉMENTS POUR RÉSEAUX	248,6	1,3	+30,5 %	+30,2 %
CLÔTURES	79,1	0,3	+5,6 %	+1,8 %
DIVERS BTP[1]	386,7	2,4	-7,4 %	+8,7 %

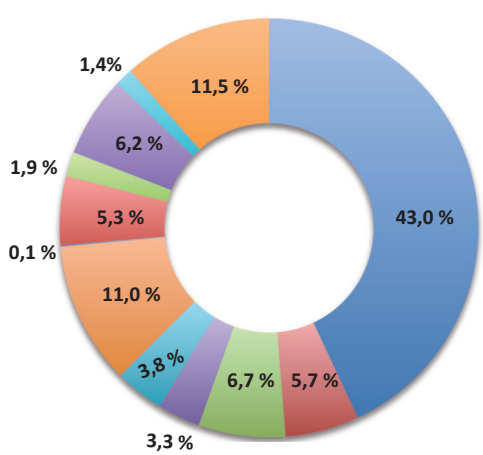
[1] Cette rubrique inclut les produits non répertoriés dans le questionnaire de l'enquête annuelle de branche "produits en béton"

** Avertissement : la catégorie surlignée est affichée à titre indicatif. Le seuil de représentativité étant insuffisant (< 50 %), les résultats ne peuvent pas être interprétés comme statistiquement fiables.*

EN MILLIONS D'EUROS



EN MILLIONS DE TONNES



POIDS DES FAMILLES EN TONNAGE

(données évaluées sur la base des réponses de l'enquête 2019)

			2019		2018	
			VENTES EN T	**%**	*VENTES EN T*	*%*
VENTES TOTALES DES PRODUITS EN BÉTON 20 873 969 T. 100 %	PETITS ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION **10 112 440 T. 48,4 %**	BLOCS	**8 953 089**	**42,9 %**	8 658 398	43,6 %
		POUTRELLES HOURDIS TUILES	**1 159 351**	**5,6 %**	1 232 779	6,2 %
	GRANDS ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION **4 151 744 T. 19,9 %**	ÉLÉMENTS DE STRUC. GRANDS PLANCHERS	**1 393 246**	**6,7 %**	1 384 093	7,0 %
		ÉLÉMENTS DE MURS*	**694 331**	**3,3 %**	712 701	3,6 %
		ESCALIERS	**174 514**	**0,8 %**	164 817	0,2 %
		ÉLÉMENTS DE STRUCTURE DE BÂTIMENT	**578 736**	**2,8 %**	528 842	2,7 %
		CONDUITS ET GAINES	**34 017**	**0,2 %**	33 580	0,2 %
		DIVERS (3)	**1 276 900**	**6,1 %**	1 117 100	5,6 %
	PRODUITS DE TP ET D'ENVIRONNEMENT **6 609 785 T. 31,7 %**	PRODUITS POUR VOIRIE ET ENVIRONNEMENT	**2 325 026**	**11,1 %**	2 207 868	11,1 %
		ÉPURATION	**28 212**	**0,1 %**	35 002	0,2 %
		TUYAUX ET PRODUITS D'ASSAINISSEMENT	**1 062 951**	**5,1 %**	1 125 769	5,7 %
		ÉLÉMENTS DE GÉNIE CIVIL	**357 787**	**1,7 %**	168 243	0,8 %
		ÉLÉMENTS POUR RÉSEAUX (1) (2)	**1 302 357**	**6,2 %**	1 000 026	5,0 %
		CLÔTURES	**352 049**	**1,7 %**	345 859	1,7 %
		DIVERS (3)	**1 181 403**	**5,7 %**	1 129 583	5,7 %

(1) Y compris les chambres de tirage (Telecom)
(2) Y compris les traverses SNCF
(3) Cette rubrique inclut les produits non répertoriés dans le questionnaire de l'enquête annuelle de branche "produits en béton"

** Avertissement : la catégorie surlignée est affichée à titre indicatif. Le seuil de représentativité étant insuffisant (< à 50 %), les résultats ne peuvent pas être interprétés comme statistiquement fiables (mais non soumis au secret statistique).*

POIDS DES FAMILLES EN VALEUR (CA)

(données évaluées sur la base des réponses de l'enquête 2019)

			2019		2018	
			VENTES EN M €	**%**	VENTES EN M €	%
VENTES TOTALES DES PRODUITS EN BÉTON 2 748,2 M.€ 100 %	PETITS ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION **688,9 M.€ 25,0 %**	BLOCS	**495,2**	**18,0 %**	477,5	18,5 %
		POUTRELLES HOURDIS TUILES	**193,7**	**7,0 %**	195,5	7,6 %
	GRANDS ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION **1 013,5 M.€ 36,9 %**	ÉLÉMENTS DE STRUC. GRANDS PLANCHERS	**215,2**	**7,8 %**	210,8	8,2 %
		ÉLÉMENTS DE MURS*	**199,6**	**7,3 %**	203,6	7,9 %
		ESCALIERS	**219,2**	**8,0 %**	212,9	8,2 %
		ÉLÉMENTS DE STRUCTURE DE BÂTIMENT	**220,9**	**8,0 %**	198,1	7,7 %
		CONDUITS ET GAINES*	**10,1**	**0,4 %**	9,8	0,4 %
		DIVERS (3)	**148,5**	**5,4 %**	153,7	5,9 %
	PRODUITS DE TP ET D'ENVIRONNEMENT **1 045,8 M.€ 38,1 %**	PRODUITS POUR VOIRIE ET ENVIRONNEMENT	**219,1**	**8,0 %**	205,9	8,0 %
		ÉPURATION	**6,8**	**0,2 %**	8,2	0,3 %
		TUYAUX ET PRODUITS D'ASSAINISSEMENT	**151,8**	**5,5 %**	152,7	5,9 %
		ÉLÉMENTS DE GÉNIE CIVIL	**102,2**	**3,7%**	50,9	2,0 %
		ÉLÉMENTS POUR RÉSEAUX (1) (2)	**248,6**	**9,0 %**	190,5	7,4 %
		CLÔTURES	**79,1**	**2,9 %**	74,9	2,9 %
		DIVERS (3)	**238,2**	**8,7 %**	240,4	9,3 %

(1) Y compris les chambres de tirage (Telecom)
(2) Y compris les traverses SNCF
(3) Cette rubrique inclut les produits non répertoriés dans le questionnaire de l'enquête annuelle de branche "produits en béton"

** Avertissement : la catégorie surlignée est affichée à titre indicatif. Le seuil de représentativité étant insuffisant (< à 50 %), les résultats ne peuvent pas être interprétés comme statistiquement fiables (mais non soumis au secret statistique).*

2.5 Détail des résultats nationaux

Code produit	COMPOSANTS POUR LE BÂTIMENT		MONTANT DES FACTURATIONS HT EN K€	% DE VARIATION 2019/2018	QUANTITÉ	% DE VARIATION 2019/2018	REPRÉSENTATIVITÉ EN QUANTITÉ (1)
	Blocs						
1110	Blocs de granulats courants à maçonner (standard et accessoires)	t	CA global blocs 495 158(2)	Évolution globale +3,7 %(2)	7 636 074	+2,7 %	75 %
1120	Blocs de granulats courants à coller (standard et accessoires)	t			194 233	+26,6 %	74 %
1130	Blocs de béton cellulaire				Secret statistique*		
1150	Blocs à bancher	t			689 709	+13,9 %	-
1160	Blocs spéciaux	t			373 484	-8,9 %	-
1170	Blocs béton autres (blocs de parement…)	t			43 389	+23,2 %	-
1140	Blocs isolants	t			16 201	-14,4 %	-
	Tuiles						
4600	Tuiles	millier			Secret statistique*		
	Planchers						
2200	Entrevous en béton de granulats courants et légers	t	27 562	-7,8 %	601 881	-10,2 %	82 %
2110/2120	Poutrelles en béton précontraint et en béton armé	ml	166 132	+0,3 %	30 970 544	-0,9 %	86 %
2310/2320	Prédalles en béton précontraint et en béton armé	m^2	154 990	+5,1 %	6 877 409	+2,6 %	80 %
2330	Dalles de planchers (Dalles alvéolées, pleines, tubulaires...)	m^2	60 205	-5,0 %	1 499 340	-3,0 %	78 %
	Éléments de murs						
4110	Panneaux (éléments de hauteur ou plus (panneaux pleins, trumeaux, pignons, panneaux en croix…), panneaux baies (avec balcons, loggias, et autres, éléments de hauteur inférieure à l'étage (allèges, meneaux, plaques de revêtement…)	m^2	54 767	-5,6 %	797 015	-6,3 %	18 %
4120	Éléments complémentaires (comprenant : encadrements de baies monoblocs ou par éléments, pièces d'appuis de fenêtres, linteaux, bandeaux lisses, corniches, acrotères, garde-corps de balcon)	t	64 320	+0,3 %	170 374	-0,6 %	99 %
4200	Éléments de murs intérieurs et de cloisons (refends et cloisons)	m^2			Secret statistique*		
4500	Éléments tridimensionnels (comprenant blocs et cellules techniques (comportant une surface habitable, gaines techniques (passages de conduites ou canalisations diverses, ascenseurs, placards…) sauf les éléments comportant des conduits aérauliques (fumée, ventilation)	t			Secret statistique*		
4560	Murs à coffrage intégré (MCI) /prémurs	m^2	80 521	-1,1 %	1 298 814	-1,2 %	-
4570	Murs à coffrage intégré isolant (MCII) / prémurs isolants	m^2			Secret statistique*		
4820	Éléments en béton cellulaire, comprenant les éléments de couvertures autres que ceux repris à la rubrique «tuiles»	t			Secret statistique*		
	Escaliers						
4410	Supports (limons, supports intermédiaires, …)	t	71 919	+3,7 %	164 834	+6,4 %	72 %
4420	Marches indépendantes, y compris pour escaliers hélicoïdaux à noyau central	m	147 254	+2,6 %	322 678	-2,2 %	99 %
	Éléments de structure de bâtiment						
4811/4812	Poutres de structure, poteaux et pannes (béton armé et précontraint)	ml	211 320	+11,1 %	2 159 365	+9,1 %	99 %
4813	Autres (plots, semelles…)	t	9 551	+20,5 %	38 895	+14,3 %	19 %
	Conduits et gaines aérauliques						
3100	Conduits de fumée (boisseaux et éléments de hauteur d'étage, simples ou multiples...)	t	1 106	+11,2 %	4 811	+17,1 %	35 %
3200/3500/3600	Autres conduits : ventilations (en petits éléments, hauteur d'étage, simples ou multiples, quelle que soit la section), de vide- ordures, composites de hauteur d'étage (comprenant au moins deux natures de conduits), aspirateurs anti-refouleurs	t	9 015	+2,3 %	29 207	-0,9 %	99 %
	Produits divers(3)						
	Autres produits bâtiment		148 600	-3,3 %	573 700	+14,3 %	-

* Secret statistique : Aucun résultat n'est publié lorsqu'il concerne trois entreprises ou moins, et lorsqu'une entreprise contribue à elle seule à plus de 85% de ce résultat. (Cadre légal du secret statistique et de la protection des données - méthodologie INSEE).

(1) Représentativité en volume : les tonnages affichés correspondent aux données issues des enquêtes annuelles. La représentativité en volume calcule l'importance de ces retours comparée aux résultats de l'année 2017 (dernières données globales de marché).

(2) Il n'a pas été possible cette année de disposer des CA par familles de bloc béton. Le chiffre présenté est donc l'agrégation de tous les blocs, sauf les blocs de béton cellulaire (résultats soumis aux règles du secret statistique).

(3) Cette rubrique inclut les produits non répertoriés dans le questionnaire de l'enquête annuelle de branche "produits en béton"

Code produit	COMPOSANTS POUR LE GÉNIE CIVIL	Unité	MONTANT DES FACTURATIONS HT EN K€	% DE VARIATION 2019/2018	QUANTITÉ	% DE VARIATION 2019/2018	REPRÉSENTA-TIVITÉ EN QUANTITÉ (1)
	Produits pour voirie et environnement						
6500	Pavés (hors pavés drainants, pavés à écarteurs et dalles gazon)	m^2	32 090	+6,8 %	2 648 614	+3,9 %	85 %
6510	dont *Pavés avec une épaisseur inférieure à 6 cm*	m^2	4 147	-17,0 %	691 257	-22,0 %	-
6520	dont *Pavés avec une épaisseur supérieure ou égale à 6 cm*	m^2	18 964	+25,0 %	1 371 954	+28,0 %	-
6530	Pavés drainants, pavés à écarteurs et dalles gazon	m^2	3 691	+15,8 %	121 819	+15,7 %	-
6200/6310	Bordures et caniveaux (dont caniveaux de chaussée et bordurettes)	t	93 349	+2,9 %	1 394 628	+5,6 %	76 %
6600	Dalles (pressées, hors pierres reconstituées)	m^2	52 327	+6,5 %	4 010 818	+3,7 %	84 %
6860	Mobilier urbain en béton	t	25 132	+15,2 %	53 386	+11,5 %	99 %
6870	Produits pour signalisation et balisage, produits divers (bornes,socles, plots, balises, bordures de quai, revêtement de perrés, cales marines, ...)	T	12 540	+14,5 %	75 686	+10,0 %	70 %
	Équipements d'épuration						
7100	Fosses septiques, Epurateurs, séparateurs, décanteurs	t	6 796	-16,9 %	28 212	-19,4 %	53 %
	Tuyaux, produits d'assainissement						
5100/5220/5311	Tuyaux armés (dont tuyaux à pression intérieure, tuyaux ovoïdes, tuyaux circulaires d'assainissement)	t	34 166	-6,9 %	365 495	-11,0 %	74 %
5212/5312	Tuyaux non armés	t	7 618	-3,3 %	77 751	-6,5 %	99 %
5500	Regards, boites de branchement et d'inspection, chambres de bouches d'égout	t	83 729	+6,7 %	484 576	+4,0 %	72 %
5600	Têtes d'aqueducs	t			Secret statistique*		
5340/5500	Autres tuyaux, pièces de raccords et autres produits	t	26 249	-11,4 %	135 128	-18,6 %	99 %
	Éléments de génie civil						
4831/4832	Poutres de ponts et autres éléments de structure de génie civil	ml	13 262	+9,1 %	56 834	+11,2 %	99 %
4835	Murs anti bruits	m^2			Secret statistique*		
4840/4841	Soutènement	t	88 907	+127,7 %	343 578	+121,0 %	88 %
	Éléments pour réseaux						
6400	Caniveaux hydrauliques et autres (pour fossés, irrigations, descentes, dalots, câbles et canalisations, ...)	T	15 090	-6,1 %	51 564	-3,1 %	44 %
4850	Traverses de chemin de fer	t	167 820	+46,1 %	977 237	+40,5 %	99 %
9200	Supports pour lignes aériennes (électricité, relais hertzien, éoliennes), candélabres, mâts : en Béton Armé, en Béton Précontraint	T	34 106	+3,3 %	105 611	0,0 %	-
9340	Chambres de télécommunication et éléments pour transformateurs, coffrets, bornes pavillonnaires ...	t	31 626	+19,3 %	167 945	+15,3 %	80 %
	Clôtures, éléments de construction légers, stockage, produits pour l'agriculture						
9320	Éléments de stockage (Silos, cloisons mobiles, ...)	m^2	14 311	+8,2 %	106 287	+11,7 %	91 %
9100	Clôtures et poteaux de clôtures (comprenant panneaux pleins et ajourés, lissage, poteaux (poteaux à feuillures, poteaux pour fils ou grillage, poteaux pour clôtures mixtes), éléments annexes de clôtures (couronnements de murs et de panneaux, éléments de fondations, plots pour poteaux)	t	51 657	+9,8 %	258 882	+6,1 %	93 %
9330	Produits pour l'agriculture : abreuvoirs, auges, mangeoires, séparation de stalles, logettes, cases, clapiers...	t	13 090	-10,3 %	66 596	-14,7%	57%
9310	Éléments manuportables (ECL) pour constructions industrialisées (garages, abris, baraques de chantiers...)	t			Secret statistique*		
	Produits divers						
9440	Monuments et accessoires funéraires	t	10 283	-0,3 %	50 536	-2,4 %	53 %
9500	Divers (éléments et appareils sanitaires, produits d'ornementation et jardins, autres produits divers en béton)	t	136 899	-4,7 %	557 167	-7,0 %	99 %
	Autres produits TP (2)		91 000	+5,3 %	573 700	+19,8 %	-

* Secret statistique : Aucun résultat n'est publié lorsqu'il concerne trois entreprises ou moins, et lorsqu'une entreprise contribue à elle seule à plus de 85 % de ce résultat. (Cadre légal du secret statistique et de la protection des données - méthodologie INSEE).

(1) Représentativité en volume : les tonnages affichés correspondent aux données issues des enquêtes annuelles. La représentativité en volume calcule l'importance de ces retours comparée aux résultats de l'année 2017 (dernières données globales de marché).

(2) Cette rubrique inclut les produits non répertoriés dans le questionnaire de l'enquête annuelle de branche "produits en béton"

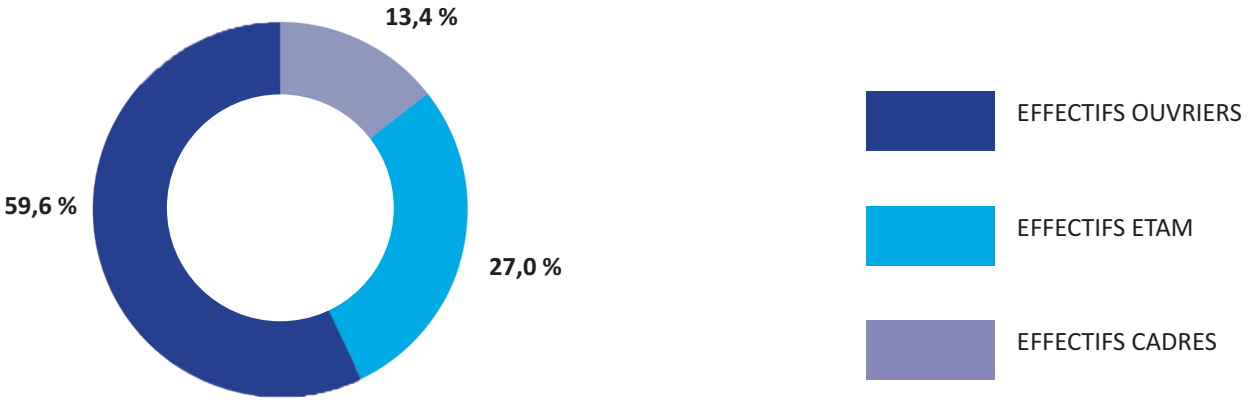
3. DÉMOGRAPHIE ET STRUCTURE DES INDUSTRIES DU BÉTON

3.1 Nombre d'entreprises, effectifs, heures de travail

	2016	2017	2018	2019	% 2019/2018
NB D'ENTREPRISES	505	497	484	**477**	**-1,4 %**
NB D'ÉTABLISSEMENTS	771	761	749	**738**	**-1,4 %**
EFFECTIFS PHYSIQUES*	17 321	18 083	17 739	**18 768**	**+5,8 %**
HEURES DE TRAVAIL (en 1000 heures)	18 092	18 280	18 024	**18 925**	**+5,0 %**

** Il comprend l'effectif salarié et le personnel mis à disposition de l'établissement, ramenés à un nombre d'agents employés à temps plein.*

DÉTAIL DES EFFECTIFS

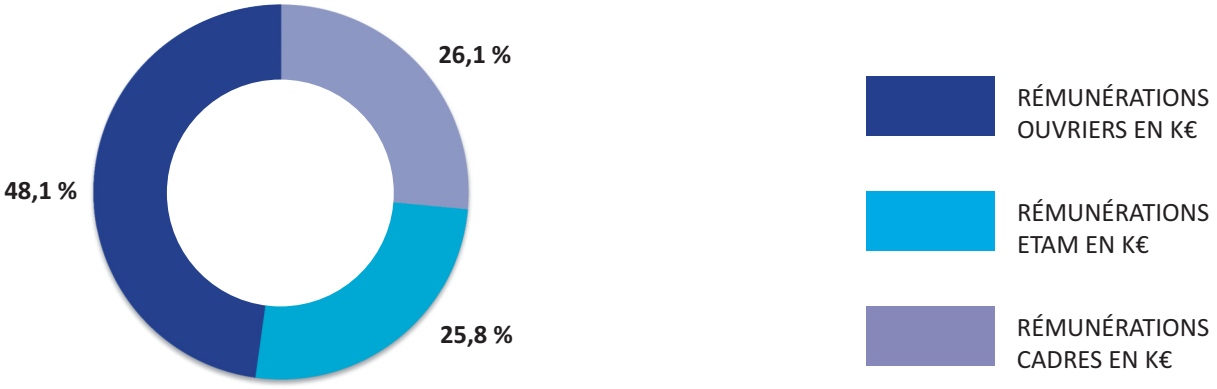


Source : I+C / EA 2019
La répartition des effectifs a été calculée sur la base des réponses à l'enquête annuelle 2019, soit sur un total de 10 543 salariés.

3.2 Rémunérations

	2016	2017	2018	2019	% 2019/2018
RÉMUNÉRATIONS CADRES EN K€	141 529	144 360	138 155	**140 089**	**+1,4 %**
RÉMUNÉRATIONS ETAM EN K€	131 514	137 486	133 985	**138 808**	**+3,6 %**
RÉMUNÉRATIONS OUVRIERS EN K€	244 521	245 744	249 201	**258 172**	**+3,6 %**
TOTAL	517 364	527 590	521 341	**537 069**	**-3,0 %**

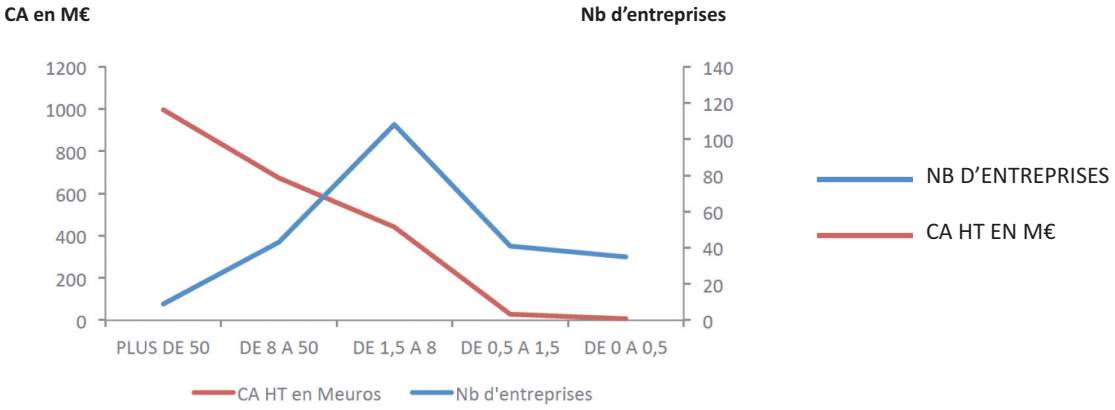
DÉTAIL DES RÉMUNÉRATIONS



Source : I+C / EA 2019
Le cumul des rémunérations et la répartition de la masse salariale ont été calculés sur la base des réponses à l'enquête annuelle 2019, soit sur un total de 10.543 salariés.

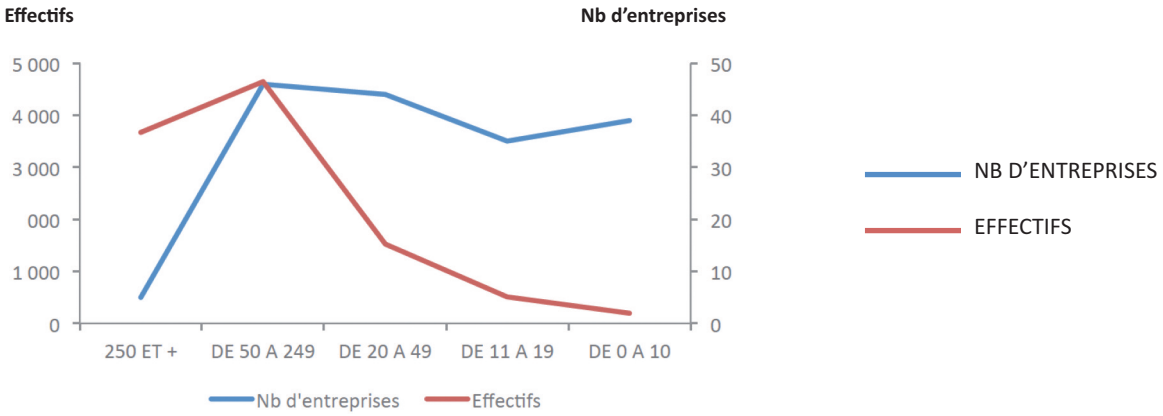
3.3 Structure des entreprises répondantes

EN CHIFFRES D'AFFAIRES HT EN M€



CLASSES DE CA HT EN M€	NB D'ENTREPRISES	CUMUL NB D'ENTREPRISES	% CLASSE	% CUMULÉ	CA HT	CUMUL CA HT	% CLASSE	% CUMULÉ
PLUS DE 50	9	9	4 %	4 %	**997 M€**	997 M€	46 %	46 %
DE 8 À 50	43	52	18 %	22 %	**674 M€**	1 671 M€	31 %	77 %
DE 1,5 À 8	108	160	46 %	68 %	**441 M€**	2 112 M€	21 %	98 %
DE 0,5 À 1,5	41	201	20 %	88 %	**29 M€**	2 141 M€	2 %	100 %
DE 0 À 0,5	35	236	12 %	100 %	**7 M€**	2 148 M€	NS	100 %
TOTAL	236	-	100 %	-	2 148	-	100 %	-

EN NOMBRE DE SALARIÉS



CLASSES D'EFFECTIFS EN SALARIÉS	NB D'ENTREPRISES	CUMUL NB D'ENTREPRISES	% CLASSE	% CUMULÉ	EFFECTIFS	CUMUL EFFECTIFS	% CLASSE	% CUMULÉ
250 ET +	5	5	3 %	3 %	3 674	3 674	35 %	35 %
DE 50 À 249	46	51	27 %	30 %	4 646	8 320	44 %	79 %
DE 20 À 49	44	95	26 %	56 %	1 521	9 841	14 %	93 %
DE 11 À 19	35	130	21 %	77 %	506	10 347	5 %	98 %
DE 0 À 10	39	169	23 %	100 %	196	10 543	2 %	100 %
TOTAL	169	-	100 %	-	10 543	-	100 %	-

LES SMART SYSTÈMES EN BÉTON

c'est le programme de valorisation de l'industrie des produits préfabriqués en béton et de l'intelligence embarquée dans chacun de ses systèmes. Cette intelligence est le fruit d'une expérience passionnée, engagée et collective, qui s'enrichit de chaque nouvel enjeu émergeant pour les professionnels de la construction.

LES SMART SYSTÈMES EN BÉTON

c'est une industrie humaine et responsable, un matériau intelligent au cœur de la vie et au service de tous, des systèmes intelligents pour vous, qui construisez le futur de nos territoires et cadres de vie.

LES SMART SYSTÈMES EN BÉTON

FÉDÉRATION DE L'INDUSTRIE DU BÉTON

15/17 boulevard du Général de Gaulle - CS 80031 - 92542 Montrouge Cedex
01 49 65 09 09 www.fib.org

Crédits photos : Arkos - HOBO Architecture